Extrait du Libération Afrique

http://www.liberationafrique.org

Coup de filet contre les militants anti-corruption

- Pays - Gabon -

Date de mise en ligne : mardi 6 janvier 2009

Libération Afrique

L'association Survie, extrêmement préoccupée par la nouvelle de l'arrestation de plusieurs représentants d'organisations de la société civile gabonaise dénonçant la corruption du régime d'Omar Bongo, tient à condamner cette tentative d'intimidation à leur égard et appelle les autorités gabonaises à procéder à leur libération immédiate.

D'après les informations relayées en fin de semaine dernière par des organisations françaises et africaines, les forces de sécurité gabonaises ont arrêté le mercredi 31 décembre 2008 Grégory Gbwa Mintsa, plaignant gabonais dans l'affaire des biens mal acquis en France par des chefs d'Etat africains (dont Omar Bongo), Marc Ona Essangui, Président de l'ONG Brainforest et coordonnateur de la coalition Publiez ce que vous Payez Gabon (relais local de la campagne mondiale éponyme pour la transparence des industries extractives) ainsi que Georges Mpaga, président du Réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG). Les bureaux de Publiez ce que vous Payez Gabon et de l'ONG Brainforest ont été saccagés et les ordinateurs de ces organisations saisis.

La veille, le mardi 30 décembre, Gaston Asseko, journaliste et directeur technique à Radio Sainte-Marie et Léon Dieudonné Koungou, du journal Tendance Gabon, avaient déjà été arrêtés suite à leur convocation au bureau des services de renseignements de l'armée gabonaise.

Bruno Ben Moubamba, porte parole des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise, qui a publié le 8 décembre 2008 une lettre ouverte demandant des comptes au Président Bongo sur sa gestion financière du pays, serait quant à lui activement recherché par les autorités gabonaises. Les interpellés sont à ce jour toujours détenus dans les locaux de la police judiciaire gabonaise, sans qu'aucun motif n'ait été donné. L'état de santé de Grégory Gbwa Mintsa serait jugé préoccupant.

Survie condamne fermement cette opération coup de poing qui s'apparente à une tentative d'intimidation et à une prise d'otage dirigée contre des responsables de la société civile gabonaise qui ont eu le courage de lancer des initiatives citoyennes contre la corruption de leurs autorités, bravant ainsi un régime particulièrement répressif à l'encontre de ses adversaires.

L'organisation de ce coup de filet coordonné et le choix des cibles atteste de la fébrilité des autorités gabonaises, confrontées à une société civile de plus en plus lassée d'un régime figurant parmi les plus corrompus au monde et les moins à même d'assurer la prospérité de sa population, malgré des revenus pétroliers très confortables.

Cette répression est à mettre en parallèle avec le harcèlement subi en 2007 par Brice Mackosso et Christian Mounzéo, responsables congolais de la campagne Publiez ce que vous Payez, victimes d'un harcèlement judiciaire instrumentalisé par le pouvoir de Denis Sassou Nguesso, qui se voyait lui aussi reprocher la gestion des revenus pétroliers de son pays.

Survie appelle à la libération immédiate des détenus et demande aux autorités françaises, d'habitude si promptes à réagir pour démêler les entourloupes diplomatiques franco-gabonaises (cf la visite de Claude Guéant et Alain Joyandet à Libreville en avril 2008 suite à l'enquête de la justice française sur les biens mal acquis du dictateur gabonais en France et à l'éviction de Jean-marie Bockel), de condamner fermement cette violation manifeste des droits de l'Homme dans ce pays présenté comme « ami » de la France.

Le mutisme des autorités françaises dans cette affaire serait une preuve supplémentaire du renoncement de notre pays à la défense des droits de l'Homme lorsque des intérêts stratégiques sont en jeu, renoncement clairement annoncé par Bernard Kouchner dans son allocution du 10 décembre 2008. L'absence de réaction du secrétariat

Copyright © Libération Afrique

d'Etat de Rama Yade constituerait quant à elle une nouvelle preuve à charge de l'inutilité d'une institution, qui n'a jamais émis le moindre positionnement sur les violations des droits de l'Homme commises dans les pays dominés par des dictateurs africains amis de la France.

Post-scriptum :Contact presse : Olivier THIMONIER - Tél. : 01 44 61 03 25

Copyright © Libération Afrique